

[Action] Fermes-usines : Greenpeace dénonce la responsabilité de l'Etat en déversant une tonne d'algues vertes devant la préfecture du Finistère (29)

Quimper, le 10/07/2023

Des activistes de Greenpeace France ont déversé près d'une tonne d'algues vertes devant la préfecture du Finistère à Quimper pour dénoncer la responsabilité de l'Etat face à la prolifération des algues vertes sur le littoral breton, due à l'élevage industriel et à l'essor des fermes-usines sur ce territoire. Greenpeace exige un moratoire sur la construction et l'agrandissement de ces méga-exploitations d'élevage.

A 7h ce matin, une quinzaine d'activistes ont déversé des algues vertes et déroulé plusieurs banderoles devant l'entrée principale de la préfecture et à l'arrière du bâtiment. L'une d'elle indiquait « **Fermes-usines : ni ici, ni ailleurs** », en référence aux 3010 fermes-usines situées sur le territoire français, dont près d'une sur deux est localisée en Bretagne [1]. Les conséquences délétères de l'élevage industriel sur cette région en particulier étaient rappelées sur d'autres banderoles : « **Algues vertes : Bretagne asphyxiée** », « **Usines d'animaux : la Bretagne sature** » ou encore « **Bretagne polluée : Etat coupable** ». Des photographies de fermes-usines ont été accrochées aux grilles de la préfecture pour illustrer l'industrialisation de l'élevage, dont une avec la mention « **Bretagne : préfets en eaux troubles** ». Ces messages font référence à la responsabilité directe de l'Etat dans la prolifération des algues vertes et l'essor des fermes-usines puisque ce sont les préfetures qui délivrent les autorisations pour les installations classées pour la protection de l'environnement d'élevage soumises au plus haut régime de classification [2].



Des photos de l'action [sont disponibles ici](#). © Micha Patault

"Les fermes-usines ont de multiples conséquences négatives et délétères : pollution de l'eau, de l'air, risques sanitaires pour les riverains et les animaux, perte d'autonomie des éleveurs et éleveuses... explique Sandy Olivar Calvo, chargée de campagne Agriculture à Greenpeace. Nous sommes ici pour dénoncer ce modèle d'élevage industriel qui, face à la crise environnementale et climatique, nous mène droit dans le mur, et dont nous ne voulons plus, ni ici, ni ailleurs. L'Etat doit prendre ses responsabilités et amorcer une sortie de l'élevage industriel en instaurant un moratoire sur tous les nouveaux projets de création ou d'extension de fermes-usines en France."

Les algues vertes en Bretagne : un fléau lié à l'élevage industriel

La prolifération d'algues vertes sur les côtes bretonnes est directement liée à l'industrialisation de l'élevage : les élevages industriels, en raison du nombre trop important d'animaux qu'ils comportent, répandent de fortes quantités d'azote sur les sols, qui se transforment en nitrates dans les rivières et cours d'eau. Cette concentration excessive de nitrates génère ces algues vertes, et leur décomposition dégage un gaz extrêmement toxique, pouvant être mortel pour l'homme en quelques minutes d'inhalation : l'hydrogène sulfuré (H₂S) [3 et 4].

« En Bretagne, l'environnement est usé par ces fermes-usines ! alerte Sandy Olivar Calvo. La densité des fermes-usines et la concentration des animaux sont si fortes qu'elles exercent une pression environnementale excessive, à l'origine de la prolifération des algues vertes. En autorisant depuis des dizaines d'années l'essor de ces fermes-usines, l'Etat se rend coupable de cette situation catastrophique. Des mesures politiques doivent être prises de façon urgente : le monde agricole a besoin de paysans et de paysannes, pas de l'agro-industrie et de ses usines mortifères ! »

Greenpeace a récemment rejoint le collectif « Stoppons l'extension » afin de lutter contre l'agrandissement de la méga porcherie Avel Vor, à Landunvez, dans le Finistère. Un recours juridique a été déposé afin d'annuler l'autorisation d'agrandissement accordée par le préfet en novembre 2022 alors que cette extension avait déjà fait l'objet de deux annulations par les tribunaux administratifs compte tenu des nombreuses insuffisances de l'étude d'impact sur l'environnement [5].

Réduire la pollution liée à l'élevage industriel : un sujet éminemment politique

Cette action intervient alors que la préparation de la future loi d'orientation agricole est en cours : pour Greenpeace, celle-ci doit faire l'objet de débats ambitieux à l'Assemblée nationale, étant donné les enjeux qu'elle comporte. Sans remise en cause fondamentale de notre système d'élevage, et plus largement de notre système alimentaire et agricole, cette loi sera un échec face à l'urgence de changer drastiquement de modèle, dans un contexte de multiples crises sociale, économique, sanitaire et environnementale.

Par ailleurs, l'industrialisation de l'élevage fait également débat à l'échelle européenne : le Parlement européen doit voter cette semaine le renforcement de la directive européenne sur les émissions industrielles, qui a pour objet de réduire les émissions associées aux installations industrielles dont les installations d'élevage. La révision pourrait inclure pour la première fois les plus grands élevages de bovins et davantage d'élevages industriels de porcs et de volailles, comme cela a été recommandé par la Commission de l'environnement en mai dernier [6].

Notes aux rédactions :

[1] Voir ["Élevage industriel : Greenpeace exige un moratoire sur les fermes-usines"](#), communiqué de presse de Greenpeace France, 16/05/2023. Plus de 3000 fermes-usines sont comptabilisées en France, près d'une ferme-usine sur deux est située en Bretagne et plus de 25 millions d'animaux peuvent être enfermés dans les 445 fermes-usines que compte le Finistère. Source : base de données des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) du ministère de la Transition écologique et solidaire, envoyée à Greenpeace en janvier 2023.

[2] Les "installations classées pour la protection de l'environnement" (ICPE) soumises à autorisation correspondent au plus haut niveau de classification, c'est-à-dire celles qui doivent obligatoirement obtenir une autorisation préfectorale et faire l'objet d'une enquête publique en raison des impacts massifs qu'elles peuvent avoir sur l'eau, l'air, les sols, et des dangers qu'elles peuvent présenter pour l'environnement. Leur densité sur un territoire accentue d'autant plus cette pression environnementale. [Source](#).

[3] Voir ["Pollution de l'eau aux nitrates : un fléau européen"](#), Greenpeace France, avril 2023

[4] Voir « [De l'élevage industriel aux algues vertes en Bretagne, les errements de la politique agricole ?](#) », Greenpeace France, juillet 2019

[5] Voir « [Greenpeace rejoint la lutte juridique contre la ferme-usine Avel Vor à Landunvez \(29\)](#) », communiqué de presse de Greenpeace France, 06/06/2023

[6] Voir ["Les députés et députées européens ont voté en faveur d'une réduction de la pollution liée à l'élevage industriel"](#), communiqué de presse de Greenpeace France, 24/05/2023

Contact presse

Mélanie Veillaux

06 42 64 83 76



GREENPEACE